

RASSEMBLEMENT CONTRE L'ENFERMEMENT DES EXILÉ.ES

Un appel à été lancé le 7 mai en solidarité avec les personnes sans papiers détenues en rétention. Plusieurs manifestations se tiendront simultanément dans tout le Royaume-Uni mais également en Belgique, Pays Bas, Allemagne, Islande, France... afin de protester contre l'existence des centres de rétention administrative.

Afin de gérer la « crise migratoire », les États de l'Union Européenne font le choix d'une politique répressive dictée en fonction de leurs intérêts économiques ou géo-politiques. La souffrance, les conflits et la volonté qui poussent des millions de personnes à fuir leur pays ne les intéressent guère, et à leur yeux, les flux d'humains doivent être traités comme une marchandise. Si elle peut s'avérer rentable, elle pourra servir au fonctionnement du capital comme chair-à-fric exploitable et corvéable à merci, car sans droits et sans possibilité de se révolter. Si elle est considérée comme superflue, elle devra circuler ou disparaître.

Pour mener à bien cette politique, de considérables moyens sont déployés, bien plus larges évidemment que ceux qui permettraient un accueil convenable des exilé.es, mais là n'est pas la question, les règles du capital ne s'intéressent pas à l'humain, cela n'est pas nouveau ! En plus des collaborations entre états européens, qui mettent en place et renforcent depuis des années une coopération transfrontalière de surveillance et de contrôle interne, des accords sont passés avec les pays de provenance ou de transit afin de faciliter les reconduites ou le blocage des exilé.es aux abords de l'Europe. Le dernier en date est celui permettant à l'Union Européenne de bloquer en Turquie une grande partie des exilé.es en provenance du moyen-orient.

Ainsi, les frontières de l'Union Européenne tendent à s'élargir, pour qui n'est pas Européen cela s'entend, et de multiples points de stockage se dressent aux périphéries de la forteresse. Ils complètent le dispositif répressif déjà existant. Loin des yeux, loin du cœur ! Hotspots, centre de tri ou camp d'internement, l'enfermement est partout présent. Des barrières se construisent tout au long de la route des exilé.es afin de dissuader et d'invisibiliser les personnes en transit. Les campements auto-organisés et les lieux occupés permettant d'échapper à cette incarcération, forcée ou inévitable, sont expulsés. Dès lors, les solidarités misent en place et les réseaux d'entraide apportent une réponse capable de court-circuiter ces logiques sécuritaires, et sont en cela inhérentes à la lutte contre les frontières, à la libre circulation.

Le 7 mai s'inscrit dans une campagne internationale souhaitant mettre un terme aux politiques d'immigration qui enferment des gens simplement car ils ont choisi ou été forcés de migrer. Ces actions sont aussi solidaires d'une lutte globale contre les frontières et les contrôles migratoires et des personnes qui doivent vivre détenu.es au pied d'un mur, de Calais à Idomeni.

Nous voulons faire savoir aux personnes enfermées dans les centres de rétention qui font quotidiennement face à la violence d'État que leurs luttes ne restent pas inaudibles et que les gens à l'extérieur les écoutent et veulent se joindre à leurs combats contre la détention et les déportations. Nous ne demandons pas des aménagements dans l'enfermement mais nous exigeons un arrêt des détentions !

**En solidarité avec celles et ceux qui doivent vivre détenu.es
dans un centre de rétention, au pied d'un mur ou dans un camp.**

**Samedi 7 mai - Devant le CRA de Nîmes à 17h
Mas de Mingue – Rue Clément Ader**

Pour faire un maximum de bruit !